

Un tel accord pourrait ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire du contrôle des armements devrait réaliser ces objectifs en fournissant une sécurité pleine et entière à tous les états participants. La Grèce n'est qu'un petit pays mais en tant que petit pays devrait insister sur le fait évident qu'aucun pays, quelle que soit sa taille et si petit qu'il soit, ne puisse voir la sécurité réduite en conséquence de ce Traité.

Dans l'environnement, sur motion rapide le jour, la sécurité ne dépend pas seulement de l'équilibre des forces entre les deux alliances, mais dépend de plus en plus sur le maintien de l'équilibre régional. La réduction des forces conventionnelles en Europe, même si elle est bienvenue, ne devrait bouleverser de tels équilibres régionaux car le résultat ne pourrait qu'accroître l'instabilité dans la région en cause et, en dernière analyse, à toute l'Europe.

Monsieur le Président, tout en voyant et en passant en revue les négociations sur les forces conventionnelles en Europe, on est frappé par l'étendue des résultats réalisés déjà. Il est remarquable que des négociations d'une si grande importance et d'une si grande complexité, menées entre 23 états souverains, aient pu progresser si rapidement.

Il reste toutefois encore un long chemin à parcourir. Par conséquent, la Grèce est particulièrement convaincue des besoins de donner une impulsion politique forte comme cela de nouveau a été si clairement établi l'an dernier -- hier soir, par de plus amples négociations.

Nous avons pour but de donner notre élan et notre appui à cela. C'est pourquoi nous sommes en faveur de l'idée d'appeler une réunion ministérielle des 23 pays participants au cours du printemps à Vienne. Nous sommes également favorables à l'accord qui devrait être signé cette année et nous savons qu'il ne sera qu'un chaînon du processus long qui nous liera à des niveaux bien inférieurs. Ces nouvelles négociations devraient être entamées immédiatement après que le premier accord ait pu être conclu.

Monsieur le Président, avant de conclure, je voudrais vous assurer de la ferme volonté de la Grèce de souscrire à tout effort qui contribuerait à la consolidation d'une nouvelle ère aux relations internationales, une ère qui se veut être celle de la transparence et par là des droits et de la paix.

En guise de conclusion, permettez-moi, Monsieur le Président de réitérer, de la part du gouvernement hellénique et de moi-même, nos remerciements les plus chaleureux envers le gouvernement du Canada ainsi qu'à vous personnellement de votre généreuse hospitalité et de cette organisation exemplaire.

Merci, Monsieur le Président.